

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 7–11 novembre 2005

RAPPORTS DU DIRECTEUR EXÉCUTIF SUR DES QUESTIONS OPÉRATIONNELLES

Point 9 de l'ordre du
jour

Pour information*



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2005/9-A/2
21 septembre 2005
ORIGINAL: ANGLAIS

PROJET DE DÉVELOPPEMENT APPROUVÉ PAR LE DIRECTEUR EXÉCUTIF ENTRE LE 1ER JANVIER ET LE 30 JUIN 2005 — DJIBOUTI 10385.0

Améliorer la santé et l'éducation des groupes vulnérables

Nombre de bénéficiaires	36 000
Durée du projet	30 mois (1er juillet 2005–31 décembre 2007)
Quantité de produits alimentaires	8 250 tonnes
Coût (dollars E.-U.)	
Coût des produits alimentaires pour le PAM	2 548 694
Coût total pour le PAM	4 849 308

* Conformément aux décisions relatives à la gouvernance que le Conseil d'administration a approuvées à sa session annuelle et à sa troisième session ordinaire de 2000, les documents soumis au Conseil pour information ne sont discutés que si un de ses membres le demande expressément, suffisamment avant la séance, et si la présidence décide de faire droit à cette demande, considérant qu'il s'agit d'une utilisation appropriée du temps du Conseil.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour information.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur, ODK*: M. H. Arthur tél.: 066513-2034

Attachée de liaison principale, ODK: Mme F. Nabulsi tél.: 066513-2385

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme Cynthia Panlilio, Assistante administrative de l'Unité des réunions et de la distribution (tél.: 066513-2645).

* Bureau régional pour l'Afrique orientale et centrale.



1. Djibouti, un pays à faible revenu et à déficit vivrier sujet aux catastrophes naturelles, se classe au 154^{ème} rang des 177 pays étudiés dans le rapport sur le développement humain 2004 du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Il comble régulièrement ses déficits alimentaires en recourant largement aux importations et à l'aide alimentaire. Le taux brut de scolarisation y est très faible —47 pour cent. L'inégalité entre les sexes reste criante dans le cycle primaire, les indices de parité filles-garçons se situant à 0,77 dans les villes et à 0,50 en milieu rural. L'ampleur de la pauvreté continue d'avoir des répercussions socio-économiques négatives sur la santé, l'éducation, l'hygiène et la nutrition. La population est estimée à 500 000 habitants, dont environ 74 pour cent vivent dans la pauvreté. Le taux de mortalité des nourrissons est de 103 pour 1 000 naissances vivantes et le taux de mortalité infantile de 124 pour 1 000 naissances vivantes, soit deux niveaux très élevés; le taux de mortalité maternelle est estimé à 546 pour 100 000 naissances vivantes.
2. À Djibouti, les nombreuses populations vivant dans la pauvreté et l'insécurité alimentaire comprennent les nomades victimes de la sécheresse et les groupes vulnérables de façon chronique, par exemple les personnes touchées par le VIH/Sida, la tuberculose ainsi que les femmes enceintes et les mères allaitantes. Dans le cadre de ce projet, 36 000 bénéficiaires recevront une aide alimentaire; environ 11 000 personnes vulnérables, y compris les enfants dénutris de moins de 5 ans, recevront l'aide par le biais des institutions sociales. L'activité alimentation scolaire ciblera 3 800 filles et 7 100 garçons dans 51 écoles primaires de six districts. Les activités vivres-contre-travail et vivres pour la formation cibleront 14 100 bénéficiaires des zones où sévit l'insécurité alimentaire, outre qu'elles contribueront à créer des équipements et des activités génératrices de revenus ainsi qu'à remettre en état l'infrastructure rurale.
3. Eu égard à la stratégie qui consiste à synchroniser les interventions de développement au sein du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF) 2003–2007, le projet du PAM présente un programme d'activités pour 2005–2007 qui harmonise le cycle de son programme avec ceux des autres organismes des Nations Unies. Conçu en fonction des Priorités stratégiques 2, 3 et 4, le projet est directement en rapport avec les objectifs du Millénaire pour le développement (ODM) de 1 à 7. Le projet correspond également aux priorités de développement national arrêtées par le gouvernement, tels qu'énoncés dans le Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) et prend en compte les recommandations de la mission d'évaluation du portefeuille menée en avril 2004 sous les auspices du Bureau régional pour l'Afrique orientale et centrale (ODK).
4. Les objectifs du projet sont les suivants: i) renforcer la capacité des familles pauvres d'acquérir des actifs et de les conserver pour faire face à l'insécurité alimentaire et atténuer les crises alimentaires; ii) permettre aux familles pauvres d'investir dans le capital humain grâce à l'éducation et à la formation, tout en réduisant les inégalités entre les sexes; iii) contribuer à réduire la malnutrition et la mortalité des enfants de moins de 5 ans; et iv) appuyer la lutte contre le VIH/sida et la tuberculose.
5. Les partenaires assurant l'exécution et la coordination sont le Ministère de l'éducation, le Ministère chargé de la promotion de la femme, l'Union nationale des femmes de Djibouti (UNFD), le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le PNUD et les organisations à assise communautaire.



6. Au total, les besoins de ce projet de développement sont de 8 250 tonnes de produits alimentaires, soit 2,5 millions de dollars E.-U.; pour le PAM, le coût total de l'intervention s'élève à 4,8 millions de dollars.

